

**L'ÉCOLE N'EST PAS UNE ENTREPRISE !  
L'ÉDUCATION N'EST PAS UNE MARCHANDISE !**

## **SUD EDUCATION DÉNONCE UNE SITUATION INTENABLE POUR LES AESH FACE AU PRIX ACTUEL DU CARBURANT**

Une fois de plus les accompagnant·es d'élèves en situation de handicap (AESH) sont en première ligne : nous, personnels essentiels. Lors de la crise du COVID devons affronter aujourd'hui une nouvelle crise, celle du prix des carburants. En effet, depuis la mise en place des pôles inclusifs d'accompagnements localisés (PIAL) nous devons nous déplacer entre plusieurs établissements, or certain·es de nos collègues parcourent jusqu'à 25km par jour (déplacement domicile - établissement(s) - domicile). Avec, nous le rappelons un salaire de seulement 820 € par mois, il devient impossible d'assurer nos missions sans que cela ne se répercute sur nos conditions de vie, jusqu'à empiéter sur nos budgets nourriture.

La réalité du terrain est toute autre que celle décrite par le ministre Blanquer ou par celle interprétée par les services de la DSDEN. Les témoignages de nos collègues sont accablants :

*A : "Je pense être obligée d'aller travailler à pied (+/- 1h30 de marche pour un établissement) pour pouvoir aller en voiture sur mon 2ème établissement. Pas droit à l'aide déplacement, car le collègue est sur ma commune et le 2ème en limitrophe..."*

*B : "Je suis obligée de prendre la voiture tous les jours pour aller travailler, j'ai 25 minutes de route... Jusque-là je passais un plein à 50€ par semaine environ, maintenant avec 50€ je n'ai que la moitié de plein, impossible pour moi de mettre 100€ par semaine pour aller bosser... je ne sais pas comment je vais faire..."*

*C : "La situation est très préoccupante et urgente ! Je travaille à 10 km de chez moi et pas de transport en commun ... Déjà qu'avant cette crise c'était compliqué, alors là..."*

*D : "C'est clair que la question de rester se pose. Je ne suis qu'à 10km, mais infaisables à vélo. Je mange sur place pour éviter des allers/retours. Prochaine solution : dormir à l'école ? Sérieusement, si on déduit les frais engendrés par notre boulot, je ne sais même pas ce qu'il reste en fin de mois..."*

*E : "J'avoue que je m'inquiète pour l'avenir. Entre le PIAL, les salaires misérables et l'augmentation du prix du caddie de courses, ça commence à être vraiment chaud. Là, ça devient compliqué... Entre ça et Macron qui nous annonce qu'il veut nous faire travailler jusqu'à 65 ans, ça commence à faire beaucoup et ça me désespère. Et je ne parle pas du manque de considération... Perso, je pense à me réorienter parce que j'en ai plus qu'assez de galérer..."*

**SUD éducation Gard-Lozère dénonce depuis des années la situation précaire des AESH, mais rien n'a été fait. La mise en place de la grille indiciaire ne change rien, car la revalorisation salariale de 70€ leur permet à peine de se nourrir et de faire face aux dépenses de santé. Nous revendiquons :**

- le respect de la règle des 20 km de distance entre le domicile et le lieu d'affectation ;
- la suppression des PIAL qui ont détérioré nos conditions d'accompagnement et de travail ;
- une augmentation de 400 euros pour les plus bas salaires et la reconnaissance d'un temps plein à 24h d'accompagnement.